

les "amis du Nord", les organismes régionaux centraméricains, les institutions des Nations-Unies et d'autres groupes. À cet égard, il faudrait mobiliser divers organismes indépendants et des centres de recherche universitaires et leur donner les moyens de faire des études et de formuler des propositions sur les options économiques de la région. En Amérique latine même, la *Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales* (FLACSO), le *Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales* (CLACSO) et la CEPALA ont un rôle à jouer.

Quant à la mise en oeuvre de la politique économique et des programmes d'aide, les participants ont estimé qu'il faudrait non seulement consulter mais aussi faire participer les syndicats et les organismes publics en général. Cela est indispensable pour assurer une plus grande équité et, par conséquent, une paix et une sécurité durables.

Le ministère canadien des Affaires extérieures, a-t-on mentionné, pourrait organiser un congrès international sur l'aide économique à l'Amérique centrale, en collaboration avec la CEPALA et le *Sistema Económico Latinoamericano* (SELA). De même, pour inciter le Canada à s'intéresser aux problèmes économiques de la région, il serait bon que les pays d'Amérique centrale invitent des Canadiens à participer à leurs forums.

### 3. *Initiatives canadiennes, multilatérales et bilatérales*

Les participants sont revenus sur l'idée de constituer un "groupe des amis du Nord" parrainé par le Canada. Un représentant de l'Europe a déclaré que les Européens suivent de très près la politique étrangère canadienne, que notre pays suscite leur respect et qu'il jouit chez eux d'une grande influence. Mais il s'est interrogé sur l'utilité d'un autre "groupe des amis de Contadora" et il a estimé qu'il vaudrait mieux organiser des tables rondes et des conférences spéciales. Un représentant d'Amérique latine, en désaccord avec cette position, a déclaré que le Nicaragua verrait d'un bon oeil que d'autres pays s'associent pour soutenir le groupe de Contadora. Les deux orateurs se sont accordés sur un point : il serait bon que l'on mette sur pied un "consortium" canado-européen, en collaboration avec l'Amérique latine, pour venir en aide au Nicaragua et à d'autres pays centraméricains.

On a proposé de constituer une organisation non gouvernementale au cas où les gouvernements refuseraient de créer un "groupe des amis du Nord". Cette organisation rendrait compte aux parlements et tiendrait le public régulièrement informé. Les partici-